

# Brésil: Élections 2002

*Le 6 octobre 2002, quelques 107 millions de Brésiliens iront aux urnes pour élire le prochain président de la république, les représentants au congrès national (sénateurs et députés), les gouverneurs et députés de leurs assemblées législatives respectives.*

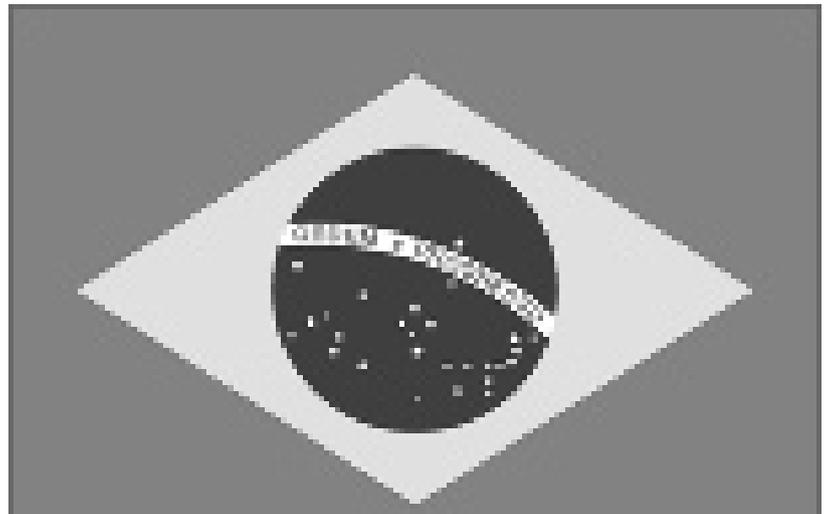
Après 8 ans d'administration, le président sortant Fernando Henrique Cardoso (FHC) remet à son successeur un pays frappé par une grave crise financière. La dette extérieure dépasse les 200 milliards de dollars, environ 55% du produit intérieur (PIB). Le gouvernement a perdu le contrôle de la dette intérieure qui s'élève à plus de 600 milliards de reals (R\$), environ 45% du PIB. Le PIB brésilien lui-même s'élève à 1.300 milliards de reals.

## Un pays en crise

Les banques internationales ont bloqué les lignes de crédit en faveur des exportations brésiliennes. (Une dernière nouvelle est qu'on vient de promettre leur réouverture.) Effrayés par la marée de faillites frauduleuses de grandes corporations aux États-Unis et sur leurs gardes après les faillites argentine et uruguayenne, les investisseurs étrangers deviennent méfiants envers le Brésil. Celui-ci est actuellement classé par les investisseurs étrangers comme pays-à-risque avec 57 points (sur une échelle de 0 à 100) à cause de la dette intérieure insoutenable et du manque d'investissements privés (ce qui augmente la dépendance vis-à-vis des prêts du FMI). De surcroît, les élections présidentielles suscitent des incertitudes dans les milieux financiers, à cause de la possible victoire du candidat de la gauche.

Dans un mois, il y a eu une fuite de capitaux presque quatre fois plus élevée qu'au même mois en 2001. Ces peurs ont secoué les bourses et mené à une formidable montée du dollar et dévaluation du real (le dollar qui valait à un certain moment R\$ 2,40, était monté à R\$ 3,45).

Face à ce climat de turbulence du marché financier national et international, une fois de plus, le gouvernement brésilien - après les aides de 1998



et 2001 - a recouru au Fonds Monétaire International, qui lui a promis 30 milliards de dollars. Seulement 6 milliards seront remis cette année. La liquidation du reste dépendra de l'attitude du nouveau gouvernement, en un mot, de sa soumission au diktat du FMI.

Pour compenser le classement du Brésil comme pays-à-risque et donc le possible non-paiement des dettes, le gouvernement offre les taux d'intérêts les plus élevés du monde, pour ainsi convaincre les investisseurs à acheter les titres de la dette brésilienne.

Des voix s'élèvent pour annoncer l'argentinisation de la crise financière brésilienne. Après l'Argentine et l'Uruguay, ce serait le tour du Brésil. Le dernier recours au FMI ne ferait que retarder la débâcle. D'autres, moins pessimistes, pensent que l'embellie du marché financier international peut éviter le pire. La crise brésilienne aurait déjà atteint d'autres pays, le Mexique entre autres.

---

**Tour à tour des banquiers internationaux, des représentants du FMI et du gouvernement des États-Unis lancent des avertissements contre le péril d'une élection qui mettrait au pouvoir un candidat de gauche**

---

Sur l'héritage qui attend le candidat vainqueur pèsent donc de graves problèmes: un pays surendetté, à la merci des décisions, des humeurs et des idées préconçues de Washington et de Wall Street, tout cela après une ample liquidation des richesses et entreprises d'État en faveur de puissants groupes étrangers. Et face aux élections présidentielles, les observateurs internationaux, avec un sans-gêne naturel de maîtres du monde, font leurs déclarations d'ingérence, comme si c'était un droit acquis.

Tour à tour des banquiers internationaux, des représentants du FMI et du gouvernement des États-Unis lancent des avertissements contre le péril d'une élection qui mettrait au pouvoir un candidat de gauche qui pourrait rompre les engagements internationaux. Le président sortant chante la même musique, quand il brandit les dangers de l'argentisation du pays, au cas où son candidat ne serait pas élu.

Pour compléter le tableau de l'héritage néo-libéral, il faut constater la multiplication effrayante des favelas du nord au sud, la violence généralisée dans les grandes villes et à la campagne, l'expansion du trafic et de la consommation de drogues, à commencer par l'alcoolisme atteignant

même les jeunes et les adolescents. Le service dans les hôpitaux est des plus précaires.

Beaucoup d'argent se perd faute à la corruption, dont le volume est estimé à 48% du PIB. Ça ne surprendra personne, quand on saura que la concentration des revenus augmente chaque jour: 10% des Brésiliens sont propriétaires de 60% des richesses du pays.

Pour renforcer la tutelle des États-Unis sur leur basse-cour latino-américaine, le secrétaire du trésor américain O'Neill a décidé d'entreprendre une tournée en Amérique du Sud. Avant de partir, il parle déjà avec l'arrogance et la grossièreté typiques du pouvoir impérial américain: Brésil, Argentine et Uruguay doivent effectuer des politiques adéquates et éviter (sic) que les prêts externes reçus ne sortent tout simplement du pays vers des comptes en banque en Suisse.

D'un côté, les marchés financiers paniquent, de l'autre, la presse brésilienne est furieuse et FHC se sentant blessé dans son orgueil exige la rétractation du secrétaire américain, sous la menace de ne pas le recevoir. Finalement, sans s'excuser, O'Neill change de discours, traitant le Brésil de partenaire fiable et sérieux. De toute façon, un

gouvernement qui fait fonction de proconsulat globalisé de la nouvelle Rome, pourrait-il refuser de recevoir l'émissaire de l'empereur?

C'est dans ce cadre que nous devons situer les candidats à la présidence. Les principaux prétendants au pouvoir sont quatre.

### Les candidats présidentiels

(1) Luis Inácio da Silva (dit Lula), ex-métalo et ex-président de syndicat, président honoraire du parti des travailleurs (PT), avec 40% des intentions de vote en tête des sondages pour le 2e tour; pendant des élections de 1990, 1994 et 1998.



Lula

(2) José Serra, ministre de la santé sortant de l'actuel gouvernement, du parti social-démocrate (PSDB), en ce moment le second des sondages avec 20%.

(3) Ciro Gomes, ex-ministre du plan du premier gouvernement FHC et ex-gouverneur de l'État du Ceara (nord-est), du parti populaire socialiste (PPS), troisième avec 15%.



Gomes

(4) Antony Garotinho, gouverneur sortant de l'État de Rio de Janeiro, du parti socialiste (PSB), quatrième avec 14%.

A moins d'un mois de l'élection, tout n'est pas joué. Lula va au deuxième tour, à moins que tout d'un coup il ne monte davantage et ne l'emporte au premier tour. Pour le deuxième tour, ce n'est pas encore tout à fait sûr qui sera l'adversaire de Lula. José Serra, candidat officiel dispose de presque un tiers de tout le temps de propagande télévisée, ce qui l'a sûrement aidé à dépasser Ciro Gomes et à monter à la seconde place. Tout dépend de la capacité de récupération de ce dernier. Garotinho, deuxième au début des sondages, se trouve en légère remontée, presque à égalité avec Ciro Gomes.



Garotinho

Un 5e prétendant, la candidate Roseane Sarney, gouverneur sortant de l'État du Maranhão (nord-est), a dû renoncer à sa candidature à cause d'un scandale de détournement de fonds d'un projet de développement de l'Amazonie. Cela a provoqué l'éclatement de la coalition gouvernementale, de laquelle son parti, le front libéral (PFL), de droite, est sorti, en opposition à José Serra. Roseane Sarney avait pratiquement rejoint Lula à la tête des sondages, quand elle a été évincée. Depuis, son père José Sarney, ex-président de la république, du parti du mouvement démocratique (PMDB), révolté, a déclaré son appui à Lula.

Il est difficile pour les électeurs de faire la différence entre les différents discours et programmes. C'est d'ailleurs une tradition: la majorité des électeurs se décide à la dernière minute et ne révèlent pas en faveur de qui ils vont voter. Signe d'indécision, surtout si discours et positions des candidats se ressemblent de plus en plus. Tous, même le candidat officiel, prennent leur distance avec le président sortant qui a donné la priorité au bien-être du marché, au paiement des comptes extérieurs, mettant en veilleuse les solutions des problèmes du champ social.

Tous veulent créer de nombreux emplois, construire des habitations populaires, appuyer les petites et moyennes entreprises, aider les femmes au travail par la création de crèches et d'écoles maternelles, promouvoir l'expansion de l'enseignement moyen, réaliser la fédéralisation de la direction du combat contre la criminalité; tous promettent des investissements en faveur des jeunes, de leur éducation et de la formation professionnelle, le développement d'infrastructures sportives, artistiques et de loisirs comme mesures préventives contre la drogue et la violence, l'amélioration du service sanitaire, l'augmentation des salaires etc.

Les quatre grands concurrents dans la course présidentielle ont donné leur accord au recours au FMI et se sont engagés à respecter les accords conclus. Au mois d'avril 2003, le nouveau gouvernement devra effectuer un premier grand paiement de dettes: 32 milliards de reals, dont 5 milliards de dette extérieure.

Tout au début de son mandat, le nouveau gouvernement devra participer à une nouvelle étape de négociations sur l'ALCA, l'Association de Libre Commerce des Amériques, que les États-Unis veulent imposer au continent au détriment des vrais intérêts des pays latino-américains. Influencé par les États-Unis, le FMI pourra fermer le robinet de secours à l'économie brésilienne, au cas, où le nouveau gouvernement ne se plierait pas aux exigences nord-américaines.

Après toutes les dépenses dues aux dettes extérieure et inférieure et autres dépenses non-sociales, les conditions financières dont héritera le nouveau gouvernement limiteront bien sa liberté d'action. Sa marge de manœuvre en faveur d'un projet social paraît extrêmement réduite. Alors

**10% des  
Brésiliens sont  
propriétaires  
de 60% des  
richesses  
du pays**



Kandidat José Serra  
nach einer brasilianischen Karikatur  
(Opinião socialista Nr. 128)

que faire de tant de beaux discours et de belles promesses qui, à la fin, "mourront sur la plage", selon une expression brésilienne?

### Le candidat Lula et le PT

Lula et le PT ont fait un immense effort pour donner d'eux une nouvelle image, libre du radicalisme de leur passé syndicaliste. Cette option permet une alliance avec des secteurs plus au centre et plus à droite et permet ainsi d'attein-

dre un plus grand nombre d'électeurs que lors des trois élections précédentes. C'est ce qui explique que le candidat à la vice-présidence est un sénateur et chef d'entreprise issu du parti libéral (PL). D'où aussi les nombreux entretiens avec des chefs d'entreprise et des banquiers et avec les bourses de valeurs que Lula cherche de calmer. L'objectif est de faire fondre la méfiance des élites. Il y a toujours des gens qui continuent à se demander, si le PT et le radical Lula se sont réellement transformés. Mais Lula ne parle plus de suspension du paiement de la dette extérieure. Au contraire, il s'engage à respecter les accords internationaux, l'accord avec le FMI sur le paiement des dettes.

Le PT ne prône plus la participation au plébiscite sur l'ALCA réalisé en ce mois de septembre avec la participation active de la conférence nationale des évêques (CNBB). D'où la critique d'un évêque, responsable du secteur social à la CNBB: "Le PT est en train de perdre courage, consistance et audace".

En vérité, le projet de Lula est la réalisation d'un pacte social, rassemblant autour de lui à la même table capital et travail. Il s'agit d'un projet typiquement social-démocrate. La rhétorique socialiste ne sert que de décor. Concluons avec un proverbe populaire largement utilisé ici: "Qui t'a vu, qui te voit!" Ainsi ce ne sera plus nécessaire de lutter pour la terre: le nouveau gouvernement va résoudre le problème. Tout le monde mangera trois fois par jour. Qui vivra, verra!

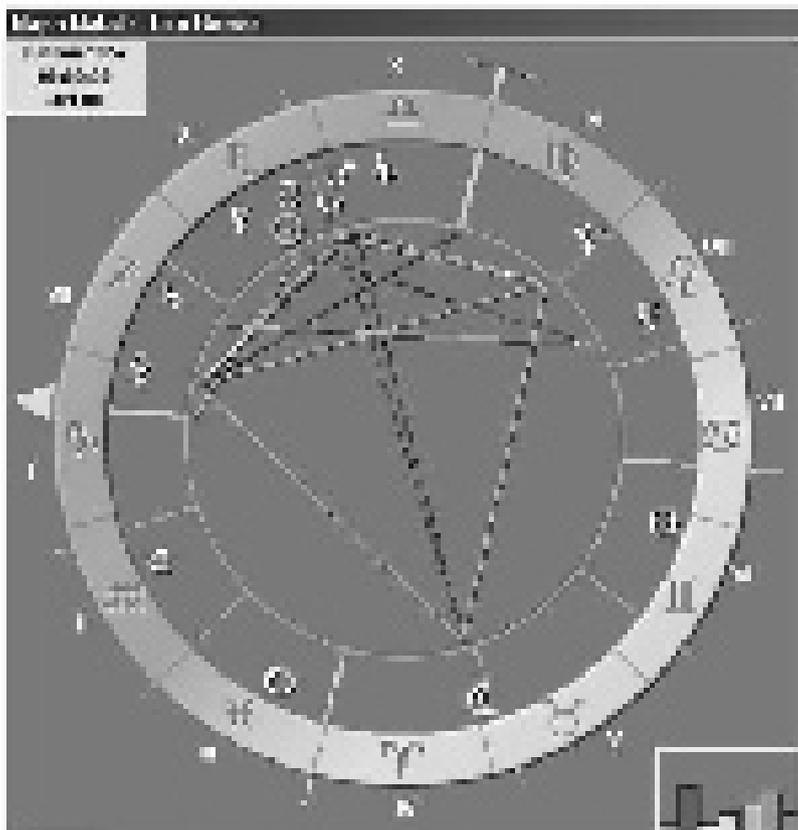
### Les électeurs

En vérité il existe deux Brésils. Le 'Brésil - Belgique': une petite parcelle, politiquement influente, pour qui le problème majeur est la tranquillité du marché, le taux de change, les profits à la bourse de valeur. Et puis, il y a le 'Brésil - Inde': le grand nombre préoccupé par la survie, le pain de tous les jours. Le premier est riche et devient de plus en plus riche. Le deuxième est pauvre et devient plus pauvre chaque jour qui passe.

Selon un récent sondage, cette fois-ci, 42% ont une grande envie de voter, 32% peu envie et 23% aucune envie. La majorité n'assiste pas aux rassemblements publics, ni ne regarde les programmes télévisés, et ne dit pas pour qui elle va voter. Si elle n'y était pas obligée par la loi, elle n'irait pas voter. D'autres, en nombre croissant, laissent leur bulletin en blanc ou annulent leur vote.

Une nouveauté: La pratique de l'abstention commence à se répandre. C'est que la crédibilité des politiciens a sérieusement baissé parmi la population, qui ne voit aucune amélioration sensible de sa situation.

Wahlprognose auf Brasilianisch: Koroskop des Kandidaten Ciro Gomes





Et puis il y a d'autres types d'électeurs: Les supporters fanatiques, liés émotionnellement à tel ou tel politicien; les permanents au service d'un homme politique, avant, durant et après la campagne électorale. Ils fonctionnent comme intermédiaires entre le politicien et les électeurs, pratiquant l'assistance sociale et rendant des faveurs aux gens, profitant de la pauvreté et du manque d'emplois et provoquant la dépendance populaire, le clientélisme.

Il y a aussi ceux qui participent directement à la campagne, en distribuant du matériel de propagande des candidats, non par conviction, mais pour compléter leur gagne-pain, travaillant pour celui qui paie mieux, p.ex. en argent liquide, avec du matériel de construction, un billet de voyage, etc.

**Quelle démocratie?**

La propagande télévisée invite tout le monde à participer aux élections du 6 octobre comme à une "grande fête de la démocratie". Les élus devraient représenter le peuple et ses aspirations légitimes dans les différentes tâches politiques.

Le problème est que la campagne des politiciens est financée par les chefs d'entreprise. Une fois élus, ils devront représenter les intérêts des entreprises, pas ceux de la population. Face aux candidats riches, qui dépensent des millions pour se faire élire, les candidats qui défendent les intérêts populaires, se trouvent désavantagés. Le petit nombre qui réussit à être élu ne réussit pas à faire approuver des projets populaires. Et si leur projet est adopté, sa mise en pratique soit est très réduite soit ne fonctionne pas.

Les hauts salaires n'aident pas à faire de la fonction politique un service, mais la transforme en

une finalité, typiquement capitaliste. Il s'agit de défendre les intérêts du système.

Il est clair qu'une telle démocratie, purement formelle, qui en vérité ne représente pas la majorité pauvre et ses nécessités fondamentales, au fond, ne l'intéresse guère, car elle équivaut à une démocratie du ventre vide; où la dignité et l'égalité restent lettres mortes. La véritable démocratie est la démocratie participative des personnes dans les communautés des périphéries urbaines et des zones rurales. Elle est uniquement possible actuellement comme micro-réalisation et du bas vers le haut.

Au fond, les grands manitous du capitalisme mondial font passer sur les peuples du tiers-monde - et avec un effet boomerang sur le second et le premier mondes - le rouleau compresseur d'une dictature économique, camouflée sous le masque d'une démocratie purement formelle.

Les États-Unis, que l'on présente souvent comme la plus grande démocratie de la planète, constituent, en vérité un pouvoir impérial qui aime intervenir dans les autres pays, soit militairement (ex.)Guatemala, République Dominicaine, Panama, El Salvador, Nicaragua, Colombie, Grenade, Haïti), soit sous forme de conspiration (ex. Chili, Venezuela etc.), chaque fois qu'un peuple veut faire fonctionner la démocratie dans l'intérêt de la majorité. Ce qui les intéresse, ce n'est pas la vie et le bonheur des peuples, mais les hauts profits des corporations, le style de vie luxueux et consumériste de minorités égoïstes et arrogantes.

La spéculation planétaire joue à la loterie avec la vie des peuples. D'où les dictatures militaires qui relaient les démocraties formelles (incapables de répartir la richesse nationale au profit de tous) avec le plein appui de l'Oncle Sam, jusqu'à leur essoufflement, avant de céder de nouveau la place à une nouvelle période dite démocratique.

**João Geisen**

**Un évêque, responsable du secteur social à la CNBB: "Le PT est en train de perdre courage, consistance et audace"**

